

DEPARTEMENT <i>Isère</i> CANTON <i>Bourgoin Jallieu</i> COMMUNE <i>Bourgoin Jallieu</i>	REPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE ARRETE DU MAIRE N° DST-C-P-2022-038
Arrêté Définitif portant modification de l'arrêté définitif n° DST-C-P-2021-025 du 31 mars 2021 Relatif aux emplacements réservés aux emplacements de livraison sur la commune (Modificatif n° 3: rue de la République)	

Le Maire de la Commune de Bourgoin-Jallieu,

Vu les articles 2212-1, 2212-2, 2213-1 et 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la route, ainsi que les arrêtés ministériels qui s'y rapportent,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (partie 1 à 7) ainsi que les textes subséquents la modifiant,

Vu l'arrêté municipal n° DST-C-P-2021-025 du 31 mars 2021 récapitulant les emplacements de livraison sur la commune

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la Commune,

Considérant qu'il y a lieu de répartir des emplacements « livraison » sur la commune afin de faciliter la circulation et le stationnement lors des opérations de chargement / déchargement,

ARRÊTE

ARTICLE 1

A compter de la publication du présent arrêté, l'arrêté susvisé relatif aux emplacements livraison est complété comme suit :

- 1) création d'un emplacement :
 - Rue de la République, au niveau du n°26
- 2) mise en place de la signalisation réglementaire
 - a) implantation d'un panneau « stationnement interdit » avec le panonceau « sauf livraison ».
 - b) marquage au sol de l'emplacement

ARTICLE 2

Tout usager peut utiliser cet emplacement réservé pour les livraisons à condition de se référer à la notion « d'arrêt » prévu par le code de la route « véhicule immobilisé momentanément durant le temps nécessaire à la montée ou descente de personnes, le chargement ou le déchargement du véhicule, le conducteur restant aux commandes de celui-ci ou à proximité pour pouvoir, le cas échéant, le déplacer. »

En aucun cas le véhicule devra stationner continuellement sur cet emplacement.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction Interministérielle précitée sera mise en place et entretenue par les services techniques de la ville.

ARTICLE 4

Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un procès-verbal de constat d'infraction. L'enlèvement immédiat du véhicule pour mise en fourrière, sera susceptible d'être ordonné conformément notamment à l'article R417.10 du code de la route.

ARTICLE 5

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative (R 421.1 et suivants), le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit :

- à compter de la notification de la décision de l'autorité territoriale
- à compter de la date de la décision implicite de rejet de la réclamation (silence gardé pendant plus de deux mois sur la réclamation).

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, tous les Agents de la Force Publique et les Agents de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

ARTICLE 7

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte.

Fait à Bourgoin-Jallieu, le onze juillet deux mille vingt-deux,


Sébastien CHALESSIN

Conseiller Municipal Délégué
Aux Espaces Publics

